

Motion du 22 juin 2009 de Mmes Salika Wenger, Charlotte Meierhofer et M. Christian Zaugg: «Pas d'argent public pour les principaux complices des escroqueries planétaires de la haute finance internationale».

(refusée par le Conseil municipal lors de
la séance du 31 mai 2010)

PROJET DE MOTION

Vu les faillites retentissantes (Enron, Parmalat, Worldcom, Lehmann Brothers, Madoff, etc.) qui ont ébranlé la haute finance internationale ces dernières années;

vu l'impact de ces faillites sur l'économie réelle;

vu le rôle essentiel d'information neutre et indépendante que les agences de notation devrait jouer dans le système financier international;

vu que les sociétés susmentionnées ne se sont vu dégrader par les agences de notation qu'après que des informations alarmantes ont paru dans les médias;

vu la note AAA accordée aux Etats-Unis d'Amérique dont la dette publique astronomique fait courir un réel danger à l'économie mondiale après la crise des «subprimes»;

vu la perte de crédibilité de ces agences de notation qui en découle;

vu que depuis quelques années la Ville de Genève participe au programme d'une agence de notation;

vu la réponse de la Ville de Genève à la question écrite QE-111 «Quel tarif pour Standard & Poor's»,

le Conseil municipal demande au Conseil administratif:

- de cesser immédiatement toute relation commerciale avec les agences de notation, qui n'ont fait que montrer leur incompétence et leur inutilité;
- de participer à toute initiative visant à créer une agence de notation réellement indépendante et neutre financée uniquement avec des fonds publics.